

« Trump n'est pas prêt à se retrouver demain en prison »

Interview Philippe Fiévet

■ Paris Match. Comment analysez-vous les résultats des « midterms » ?

Stéphane Rosenblatt. Clairement, la vague républicaine attendue n'a pas eu lieu, alors que Joe Biden était très bas dans les sondages de popularité et que les Américains reçoivent de plein fouet les conséquences de l'inflation et de la crise énergétique. Tout indiquait une opportunité unique pour les républicains de reprendre le contrôle du Congrès. Il n'en a rien été, ce qui redistribue les cartes dans la perspective de la campagne présidentielle de 2024. Ce qui est clair, c'est que le fait d'avoir voulu, sous l'impulsion de Donald Trump, radicaliser la campagne en proposant du côté républicain des candidats extrêmes et souvent peu compétents s'est avéré être un très mauvais calcul. En réalité, à travers ces élections de mi-mandat, les Américains ont été confrontés à plusieurs référendums : l'un sur la politique de Joe Biden, l'autre sur les velléités de retour de Trump et le troisième sur la décision de la Cour suprême concernant l'avortement. Manifestement, la politique impopulaire du président Biden a moins pesé dans le choix des électeurs que la crainte d'assister à une radicalisation accrue d'un paysage politique américain déjà fort tendu. En fait, les citoyens américains se sont montrés plus modérés qu'on pouvait le craindre.

Même s'il n'a pas provoqué de raz-de-marée, n'est-il pas stupéfiant de voir qu'une partie des Américains continuent de croire en Trump malgré les accusations dont il devrait répondre devant la justice ?

Même si les résultats sont très décevants pour ce dernier qui est clairement le grand perdant de ces « midterms », de nombreux candidats soutenus par lui ont été élus à travers le pays. Cela signifie que les raisons pro-



fondes qui ont amené Trump à la présidence et contribué à son succès n'ont pas encore disparu, loin s'en faut. Jamais le paysage politique n'a été aussi divisé et la base de supporters de Donald Trump ne lui a jamais été aussi fidèle, même si elle représente une minorité pour les Américains, comme on l'a vu mardi dernier. La crainte de la globalisation, des élites des côtes Est et Ouest, le sentiment d'être délaissé par les politiques de Washington, la désindustrialisation, l'inflation ainsi que les menaces qui pèsent sur les classes moyennes inférieures, tout cela est toujours présent. Donald Trump a eu beau jeu de bâtir son succès sur la peur des classes moyennes blanches face à l'immigration, face à la violence, à l'insécurité. Il a continué à entretenir les braises de cette peur et même si le trumpisme sort affaibli de ces élections, il n'a pas disparu, loin de là. Tout est pardonné à Trump

« Sa volonté de couper l'herbe sous le pied d'une éventuelle inculpation est l'une des raisons qui le pousse à vouloir anticiper sa candidature pour 2024 »

par ses fans, y compris les poursuites judiciaires dont il est l'objet, mises sur le compte d'un grand complot des élites et de la presse contre le populisme.

Justement, comment voyez-vous la suite de ses démêlés avec la justice, que ce

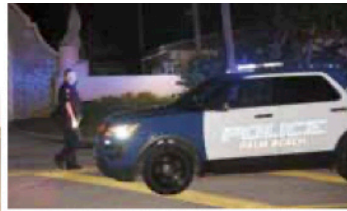
soit avec l'affaire de l'attaque du Capitole, la fraude fiscale, les documents secrets ou même cette accusation de viol sur l'ex-journaliste E. Jean Carroll ?

À ce stade, Donald Trump n'est inculpé dans aucune de ces affaires. Les enquêtes judiciaires sont ouvertes mais ne se sont encore traduites par aucun procès. Une première inculpation pourrait arriver dans les semaines qui viennent, concernant les archives qui auraient été illégalement sorties de la Maison-Blanche pour les amener dans sa résidence de Floride de Mar-a-Lago. Mais le rythme de la justice américaine, auquel



NOTRE GRAND TÉMOIN

Journaliste et directeur de la chaîne d'infos LN24 après avoir été directeur à RTL TVI, Stéphane Rosenblatt est un spécialiste de l'actualité internationale et, notamment, un observateur éclairé de la vie politique américaine.



Quelques-uns des démêlés de Donald Trump avec la justice : l'assaut du Capitole le 6 janvier 2021, le jour où l'Amérique a failli basculer ; les documents secrets trouvés par le FBI dans sa propriété de Mar-a-Lago ; la Trump Organization accusée de fraude fiscale ; et l'accusation de viol de l'ancienne journaliste E. Jean Carroll. L'ex-président clame son innocence dans chacune de ces affaires et prétend faire l'objet d'une chasse aux sorcières.



s'ajoutent les différents recours et appels devant la Cour suprême, est tellement lent que les décisions judiciaires éventuelles ne sont pas attendues avant les élections présidentielles de 2024. Par ailleurs, rien n'empêche un ancien président de se représenter devant les électeurs même s'il est poursuivi. Une des raisons qui poussent Trump à vouloir anticiper sa candidature pour 2024, en dépit des conseils de certains de ses amis de repousser cette décision, est sans doute sa volonté de couper l'herbe sous le pied d'une éventuelle inculpation. En ce qui concerne le Capitole, une des conséquences immédiates de la reprise du contrôle de la Chambre des représentants par les républicains serait la dissolution instantanée de la commission parlementaire sur l'insurrection du 6 janvier. Donald Trump n'est pas prêt à se retrouver demain en prison ! J'ajouterais qu'une bonne partie des contributions versées par les supporters républicains aux campagnes de Trump va directement dans la poche des centaines d'avocats engagés pour défendre ses dossiers. C'est chez lui une constante depuis des dizaines d'années de se battre bec et ongles, et jusqu'au bout, sur le terrain judiciaire.

Il a en effet intenté une action en justice pour contester l'assignation à témoigner émise par la commission de la Chambre des représentants enquêtant sur l'assaut du Capitole. Est-ce à dire qu'il trouvera toujours un moyen de s'en sortir ?

Il joue la montre car son action remontera jusqu'à la Cour suprême qui lui est favorable, pense-t-il. Cela l'amènerait au-delà de la date de dissolution de la commission.

Trump est-il une hydre dont la tête repousse dès qu'on la coupe ?

Le gouverneur de Floride, Ron DeSantis, largement réélu, démontre à quel point le trumpisme survit malgré Trump. DeSantis était ce qu'on appelle un « baby Trump » et doit à celui-ci une bonne partie de son succès lors de sa première élection en tant que gouverneur. Il a toutes les caractéristiques politiques de Donald Trump, tant sur les dossiers de l'immigration que les guerres culturelles qu'il mène contre le mouvement LGBT et l'avortement ou en faveur du port d'armes. Néanmoins, Trump le voit désormais comme un rival. Par ailleurs, malgré les mauvais résultats de mardi dernier, une centaine de candidats républicains soutenus par Donald Trump ont tout de même

été élus, ce qui relativise son échec. Ce sont en quelque sorte les vitrines de Pennsylvanie, de l'Arizona ou de la Géorgie qui ont été malmenées, mais le trumpisme reste extrêmement présent dans la base la plus militante du parti républicain.

Dans ces conditions, peut-on penser qu'il puisse redevenir président en 2024 ?

À ce stade, les élections primaires républicaines qui auront lieu dans un an le donnent toujours comme étant le plus populaire des candidats républicains. Mais les scrutins de 2020 ou de mi-mandat en 2018 ont aussi démontré l'incapacité de Donald Trump à mobiliser un électorat modéré et indépendant, totalement indispensable pour obtenir une majorité. Si Trump reste le champion toutes catégories des élections primaires, de nombreux républicains commencent à le voir comme un obstacle insurmontable pour regagner la Maison-Blanche en 2024. Il est toutefois beaucoup trop tôt aujourd'hui pour exclure totalement Donald Trump de la course présidentielle future, et même son retour à la Maison-Blanche. Beaucoup de choses au sein même du parti républicain vont bouger dans les mois qui viennent, y compris vraisemblablement un nombre important d'élus qui se détourneront de lui, le voyant comme une machine à perdre plutôt que leur champion.

« Trump a trouvé une manière d'augmenter très fortement son pouvoir. C'est tout à fait inédit. On était effrayé de voir l'ovni Trump arriver au pouvoir, mais on n'a encore rien vu », a mis en garde Serge Jaumain, professeur à l'ULB. Qu'en pensez-vous ? [SUITE PAGE 14]

« Tout est pardonné à Trump par ses fans, y compris les poursuites judiciaires dont il est l'objet, mises sur le compte d'un grand complot des élites et de la presse contre le populisme », affirme notre expert.



« Il est beaucoup trop tôt aujourd'hui pour exclure totalement Donald Trump de la course présidentielle future et même son retour à la Maison-Blanche », met en garde Stéphane Rosenblatt.

Si le danger n'est pas écarté, la démocratie américaine a démontré qu'une partie importante de l'opinion qui a voté allait se battre pour elle. La défiance envers le système électoral et les institutions reste cependant un danger énorme. En attendant, on peut considérer que nous sommes entrés dans une période de répit, car une des motivations qui ont poussé les électeurs à ne pas élire de candidats républicains a été sans conteste la crainte pour la pérennité de la démocratie, malgré le bilan économique médiocre de Joe Biden.

L'agression du mari de Nancy Pelosi, la cheffe des démocrates au Congrès, à son domicile fait froid dans le dos. N'illustre-t-elle pas la violence qui règne aux États-Unis, où tous les coups semblent permis depuis les débordements du Capitole ?

La réaction ou plutôt l'absence de réaction des responsables républicains à cette agression démontre la tribalisation complète de la politique américaine. Il n'y a plus la moindre empathie, le moindre dialogue, la moindre compréhension ou recherche de compromis entre les deux camps, qui sont aujourd'hui plus des ennemis que des adversaires politiques. Ils défendent des visions de la société irréconciliables et tous les coups sont effectivement permis.

Liz Cheney, précisément vice-présidente républicaine de la commission parlementaire en charge de l'enquête sur le Capitole, a déclaré : « Trump ne peut certainement pas redevenir président. C'est un homme très dangereux. » Votre avis sur le personnage ?

Dans toute démocratie moderne où l'équilibre des pouvoirs existe et où la responsabilité des politiques face à leurs actions est consécutive de la démocratie, un homme comme Trump devait être totalement inéligible. Il a démontré, comme l'illustre la commission parlementaire du 6 janvier, qu'il est personnellement responsable d'un



« Dans toute démocratie moderne où l'équilibre des pouvoirs existe, un homme comme Trump devait être totalement inéligible »

grand parti de la plus grande démocratie du monde. Reste à voir si et quand la justice l'emportera.

On parle beaucoup maintenant de DeSantis, digne héritier du « trumpisme » aux idées extrémistes. Qu'en penser ?

La seule différence entre les deux est que la personnalité de DeSantis est beaucoup moins clivante que celle de Trump. Il est plus discret, mais plus idéologue que Trump. S'il devait arriver un jour au pouvoir, comme il l'a démontré durant son pre-

quasi-complot visant à détruire les institutions en volant la victoire à Joe Biden qu'il a accusé d'avoir triché, sans la moindre preuve. Donald Trump se comporte plus comme un chef mafieux que comme un chef de file d'un

mier mandat de gouverneur en Floride, il agira sans doute avec plus d'intelligence politique et moins de fracas que celui qui, il y a peu de temps, était encore son gourou.

Les « baby Trump » risquent-ils d'être plus dangereux que Trump lui-même, notamment pour la défense d'idées réactionnaires ?

Des « baby Trump », bien que moins nombreux que prévus, ont été élus à des postes clés au sein des États qui devaient renouveler leurs élus lors des élections des « midterms ». Il s'agit de responsables des organisations des élections, de procureurs et de personnes ayant la haute main sur le fonctionnement des écoles, autant de postes très sensibles dans le démantèlement de la démocratie au quotidien. La bonne nouvelle cependant est que la plupart de ces « baby Trump », candidats poussés par leur mentor, n'ont pas conquis les postes en lice de gouverneur, cruciaux dans l'organisation des élections de 2024. C'est un soulagement pour les défenseurs de la démocratie.

« À force de voir discréditer sans preuve la légitimité des institutions, des citoyens américains ne croient plus dans leur propre démocratie. C'est un danger mortel »



« Trump a démontré, comme l'illustre la commission parlementaire du 6 janvier, qu'il est personnellement responsable d'un quasi-complot visant à détruire les institutions en volant la victoire à Joe Biden qu'il a accusé d'avoir triché, sans la moindre preuve ». Ici, Jacob Chansley, le « chaman QAnon », condamné à près de trois ans et demi de prison pour l'assaut du Capitole.

Un affrontement Trump-DeSantis pourrait-il créer la perte du premier, alors qu'il fourbit déjà sa contre-attaque dans son propre camp républicain et est prêt à faire des révélations sur son futur rival ?

C'est très révélateur de la stratégie de Donald Trump qui vise à attaquer au marteau et sous la ceinture tous ceux qui osent se mettre sur sa route, y compris ceux qui étaient ses proches alliés. Les conséquences risquent d'entraîner un affaiblissement du parti républicain puisqu'en dehors de sa personne et des réseaux qui peuvent l'amener au pouvoir, rien n'a d'importance pour lui. DeSantis est donc l'ennemi à abattre, même si, idéologiquement, il est extrêmement proche de lui.

Vers quelle société va-t-on si les républicains reviennent au pouvoir dans une époque de grande incertitude internationale ?

Le risque majeur est le retour d'une forme d'isolationnisme alors que les États-Unis, de l'Ukraine à la mer de Chine, sont les seuls véritables garants de la position occidentale face aux systèmes autocratiques russes et chinois. Le concept « America First », défendu par Trump et dont Joe Biden s'est éloigné pour revenir à une politique plus traditionnelle de défense des alliances américaines à travers le monde,

« C'est très révélateur de sa stratégie qui vise à attaquer au marteau et sous la ceinture tous ceux qui osent se mettre sur sa route, y compris ceux qui étaient ses proches alliés »

risque d'être le principal danger d'un retour des républicains au pouvoir. Si la majorité républicaine avait été plus large aux élections des « midterms », la question du financement de la guerre en Ukraine dont les Américains sont les principaux pourvoyeurs aurait été posée. Par ailleurs, Donald Trump n'a jamais caché son dédain vis-à-vis de l'Otan. Il a aussi largement insisté sur une plus grande participation des Européens à leur propre défense et les a accusés d'une politique agressive sur le plan commercial justifiant des sanctions prises durant son mandat. Et puis, en sortant des accords de Paris, Trump n'a jamais caché son mépris envers la lutte contre le réchauffement climatique. Même si Joe Biden est revenu sur tous ces points, l'instabilité politique américaine pourrait bien remettre toutes ces questions à l'ordre du jour dans la perspective d'une victoire républicaine en 2024.

Poutine, dit-on, attend le retour au pouvoir de Trump pour voir les Américains se désengager en Ukraine. Son retour en force serait-il donc une catastrophe pour l'Europe ?

Donald Trump a toujours mis en avant la relation personnelle qu'il entretenait avec les leaders autoritaires comme Vladimir Poutine, Xi Jinping ou Kim Jong-un. Il n'a jamais caché sa fascina-

tion pour ces dictateurs et a démontré une faiblesse certaine quand il s'agissait de s'y opposer. Mais en ce qui concerne la Russie, il existe au sein du parti républicain une frange traditionnellement antirusse et rien ne dit que la défense des intérêts américains en Europe, lorsqu'il s'agit d'une question de vie ou de mort, comme c'est le cas avec l'Ukraine, serait fondamentalement remise en question.

Joe Biden n'est-il pas une déception, ou bien l'Amérique peut-elle passer au-dessus de sa fragilité physique, de ses erreurs, de son manque de leadership ?

Les élections de mi-mandat ont montré que Joe Biden n'a pas été sanctionné pour ses mauvais résultats économiques. Quant à sa personnalité un peu déficiente liée à son âge, elle n'était pas la préoccupation centrale des citoyens américains, qui ne le jugent pas seul responsable de la situation dans laquelle se trouve le pays. On reconnaît à l'actuel président américain d'avoir fait passer au Congrès des législations très importantes durant les deux premières années de son mandat concernant les infrastructures, l'environnement ou diverses réformes sociales. La mobilisation électorale des « midterms » a démontré qu'il n'était pas le principal obstacle aux performances du parti démocrate. La question de sa candidature en 2024 reste largement ouverte, car il aura 82 ans lors de la prochaine campagne électorale. Un autre candidat démocrate pourrait bien se profiler : Gavin Newsom, l'actuel gouverneur de Californie.

Quel est le vrai danger qui, aujourd'hui, guette l'Amérique ?

Le vrai danger reste pour moi la mise en cause de la démocratie américaine et la persistance d'une guerre civile larvée. Cela rend la fédération des États américains de moins en moins en phase avec les valeurs fondamentales qui l'unifient. Certains se transforment en système plus proche de la Hongrie ou de la Pologne dans la philosophie politique, tandis que d'autres restent attachés aux valeurs libérales tant dans le domaine de l'avortement que du droit de vote, des droits civiques ou du port d'armes. Certains de ces États aux valeurs diamétralement opposées sont pourtant voisins les uns des autres. Mais à force de voir discréditer sans preuve la légitimité des institutions, beaucoup de citoyens américains ne croient plus dans leur propre démocratie. Ce danger mortel n'est toujours pas éloigné aujourd'hui. — Philippe Fiévet